

Nouvelles locales du lundi 24 janvier 2011

@rib News, 24/01/2011 Justice- Le président de l'OLUCOME Gabriel Rufyiri, se dit étonné par le comportement du ministre de la Justice qui a retiré le dossier interpetrol des mains de la justice burundaise. Selon Gabriel Rufyiri, même le président de la République ne peut en aucun cas retirer un dossier qui est déjà devant la justice sans que celle-ci ne se prononce. Gabriel Rufyiri dit que ceux qui croient que le dossier est clôturé se trompent beaucoup car mêmes les instances internationales seront saisies sur ce dossier. (Rpa/Isanganiro)

Isanguriri- Un groupe d'hommes armés a attaqué une position policière dans la commune de Burambi au sud du Burundi. Selon des sources sur place, ces hommes armés ont tiré sur deux policiers qui sont morts sur le champ. Ces mêmes sources précisent que d'autres ont été blessés mais leur état n'est pas critique. (Rpa/Rtnb)- Selon le chef de la province de Bururi, il s'agit de bandits armés qui ont semé la pagaille et la police se trouve à leurs trousses. Elle raconte également que le calme est revenu et que la population doit avoir l'air de collaborer avec les forces de sécurité. (Rtnb)- Des tracts ont été distribués dans la commune urbaine de Gihosha dans la ville de Bujumbura. Des sources sur place disent que ces tracts appelaient la population de cette commune à soutenir financièrement une nouvelle rébellion en gestation. Selon une des personnes qui ont vu ces tracts, ils étaient affichés sur des arbres ce matin. Il dit que la panique est généralisée depuis la distribution de ces tracts. (Rpa)- Un commerçant du chef lieu de la province de Ngozi a été tué ce samedi soir alors qu'il rentrait à son domicile situé dans le quartier de Rubuyi du centre urbain de Ngozi. Des sources policières disent que le mobile de l'assassinat de ce commerçant n'est pas connu mais que des enquêtes ont déjà commencé. Ces mêmes sources précisent qu'un homme a été arrêté pour des raisons de sécurité. Ces mêmes informations ont été confirmées par l'administrateur communal de Ngozi Mme Caraziwe. (Rtnb)- Le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana a rencontré les élus communaux de la commune de Kanyosha dans la province de Bujumbura rurale. Au menu du jour était la sécurité dans cette même commune. Selon le ministre Nduwimana, la population de Kiyenzi et d'autres parties de Kanyosha ne dorment plus dans leurs maisons à cause de groupes de bandits et il faut que la population collabore avec les corps de défense et de sécurité pour mettre fin à cette insécurité grandissante dans Kanyosha et autre commune de Bujumbura rurale. (Rtnb/Isanganiro)- Beaucoup de personnes perdent leurs vies à Gitega au centre du Burundi suite aux accidents de roulage. Des sources policières dans cette province déplorent que chaque mois, la ville de Gitega fait face à un grand nombre d'accidents, dus essentiellement à l'excès de vitesse et le manque de connaissances du code de la route de la part de pas mal d'usagers. Selon ces sources, la distribution des permis de conduire devrait être suivie par un contrôle rigoureux et mêmes des tests de pratiques les plus sérieux devraient être donnés à ceux qui veulent obtenir des permis de conduire. (Rtnb) Politique- Le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana se montre préoccupé par le comportement des élus de la commune Kanyosha dans Bujumbura Rural suite au refus de participation à l'élection de l'administrateur communal de Kanyosha. «La commune de Kanyosha ne doit pas rester comme un îlot des particularités, sans administrateur communal comme les autres communes», a déclaré le ministre Nduwimana. Il a intimé l'ordre aux élus de Kanyosha de venir dans une semaine mettre en place leur administrateur communal. Si les élus ne le font pas, le ministre de l'Intérieur a promis de prendre des mesures qui s'imposent, comme il a lui-même souligné sur place. Notons que la majorité des élus de la commune Kanyosha sont membres du FNL, parti de l'opposition qui s'est retiré du processus électoral. (Rtnb)- L'Ombudsman burundais, via son porte parole Didace Sunzu, se dit préoccupé par les propos qui ont passé par la République africaine (RPA) ce dimanche selon lesquels un groupe de membres du CNDD-FDD ont bafoué l'honneur de Mohamed Rukara l'Ombudsman de la République du Burundi. Selon le porte-parole de l'Ombudsman, la RPA ne devait pas diffuser des choses qui bafouent l'honneur du médiateur burundais alors qu'il a un honneur lui garanti par la loi burundaise. (Rpa)- La RPA avait donné la parole à un groupe de mécontents du parti au pouvoir le CNDD-FDD de la commune de Buyenzi et qui se montraient insatisfaits par l'ingérence de l'Ombudsman Rukara dans l'élection du parti à Buyenzi. Selon ces mécontents, il n'y a aucune raison qui fait que des unions du parti se fassent dans les enceintes des locaux de l'Ombudsman alors que ce même parti a sa propre permanence. Selon eux c'est une façon de faire ce que l'Ombudsman veut au dépend de la démocratie. (Rpa) Economie- Les études pour la privatisation des usines textiles sont déjà terminées et d'autres sont en cours, a annoncé le DG de l'OTB Alexis Nzohabonyi bien que la santé financière de cette entreprise soit bonne, il faut que les privés aient à dire dans le domaine du textile du Burundi. Il a souligné que son entreprise a gagné beaucoup d'argent raison pour laquelle chaque textileur va percevoir 50F de plus sur un kilo de textile vendu à l'OTB. (Rtnb/Isanganiro)